

concerne la Grande-Bretagne seule et que nous pouvons nous contenter d'espérer qu'elle résoudra elle-même son problème. Or le Canada ne peut se soustraire à ce problème; il ne s'agit pas seulement de la pénurie de dollars en Grande-Bretagne. Si nous voulons survivre, nous devons vendre aux marchés d'exportation du monde. Notre pays a une économie vulnérable et très fortement spécialisée. Aucune nation du monde n'a de meilleures perspectives que le Canada pour ce qui est de la vente de ses produits sur les marchés extérieurs. Aucun pays ne s'intéresse plus vivement aujourd'hui à la solution de ce problème qui, je le répète, n'est pas d'ordre monétaire, mais se rattache plutôt au commerce mondial. C'est un problème qui nous touche presque aussi directement qu'il intéresse le peuple de Grande-Bretagne. Si le Royaume-Uni manque de dollars, nous perdrons notre débouché traditionnel pour les produits de nos fermes, de nos forêts, de nos mines et de nos pêcheries.

On ne saurait trop souvent répéter que les emplois agricoles, industriels, forestiers, miniers ou autres au Canada dépendent de notre commerce et des fonds qu'il rapporte. Notre problème ne pourra être résolu que d'une façon: nous devons faire en sorte que soit réalisée aussitôt que possible l'interchangeabilité des monnaies, ce qui nous vaudra les plus vastes débouchés possibles non seulement en Grande-Bretagne mais dans toute la zone de la monnaie sterling. La dévalorisation de la livre et d'autres monnaies européennes constitue un acte d'une importance vitale dans l'histoire des problèmes économiques qui se sont posés depuis quelques années. L'autre mesure à prendre,—et dont le gouvernement canadien devrait examiner tous les aspects de concert avec le gouvernement du Royaume-Uni,—serait de trouver un moyen grâce auquel le dollar canadien et la livre deviendraient librement interchangeables. Ce n'est pas là une proposition incompatible avec un programme international pratique en matière de change, ni non plus une théorie impossible d'application. C'est l'intention même, clairement exprimée, du Fonds monétaire international. On ne doit négliger aucun effort en vue de franchir cette deuxième étape, aussi importante que la première dans ses résultats ultimes.

On a eu tendance à considérer que l'augmentation de nos exportations aux États-Unis compensait assez bien la diminution de nos exportations à la Grande-Bretagne et à d'autres pays d'outre-mer. Tous les Canadiens, j'en suis convaincu, désirent que nous exportions le plus possible aux États-Unis. Rappelons-nous cependant que nos moyens de

transport et de distribution ont été organisés en vue d'énormes exportations vers les pays d'outre-mer. La prospérité de nos chemins de fer, de nos ports de mer, de notre marine de commerce et de tous les services connexes aussi bien que l'organisation municipale de nos ports dépendent d'un commerce soutenu avec les pays d'outre-mer. Aucune des tâches qui incombent au Gouvernement n'a plus d'importance que le recours aux mesures qui s'imposent en vue de maintenir et d'accroître notre commerce d'outre-mer. Au premier rang de ces mesures figurent les accords commerciaux,—à la suite d'un rajustement quelconque du problème financier,—avec la Grande-Bretagne, car en réglant le problème du change avec ce pays on le réglera du même coup pour toutes les nations de la zone du sterling.

Une autre raison encore nous engage à résoudre ce problème. La concurrence se fait de plus en plus vive. À l'égard de maints produits que nous pouvions vendre pour ainsi dire sans difficulté depuis la fin de la guerre, il nous faut maintenant soutenir la concurrence de pays qui sont en voie de revenir rapidement à leur niveau de production d'avant-guerre, ou même de le dépasser.

Les Canadiens doivent aussi se rappeler qu'un grave point d'interrogation se pose à ce sujet à l'endroit de deux pays, l'Allemagne et le Japon. Maintenant que l'Allemagne occidentale a le statut de nation, elle insistera de plus en plus sur son droit de commercer librement avec les autres pays.

Les Allemands possèdent une grande compétence dans le domaine industriel. L'univers en a eu la preuve beaucoup trop tragique pour qu'il soit nécessaire de le signaler. Déjà un certain nombre de produits allemands se vendent au Canada. On conçoit difficilement qu'il soit possible d'empêcher l'Allemagne de se livrer, dans une certaine mesure, au commerce libre et soumis au jeu de la concurrence, car une telle attitude pourrait favoriser l'expansion du communisme que les puissances occidentales cherchent si ardemment à enrayer. Il s'agit là d'un problème qui, il va sans dire, exigera la plus grande sagesse de la part de ceux qui dirigent l'instauration en Allemagne, d'un régime libre et démocratique.

Ces observations pourraient tout aussi bien s'appliquer au Japon. Nous avons la preuve de la grande compétence du Japon en matière industrielle. Bien qu'en petites quantités, le Japon recommence à vendre ses produits au Canada, qui sont aussi le fruit d'une très grande habileté. Le Japon a démontré, dans le passé, son désir de s'adonner avec vigueur au commerce d'exportation. Si les marchés du monde occidental lui sont ouverts,